

## Ont contribué à ce numéro

**Henri d'AGRAIN** est diplômé de l'École Navale, et breveté de l'École des officiers transmetteurs et de l'École de Guerre. Il est auditeur de la 47<sup>e</sup> session nationale « armement et économie de défense » de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (IHEDN). Officier de marine pendant 27 ans, il a alterné, au cours de sa carrière, des fonctions opérationnelles embarquées, des commandements à la mer et des postes de direction dans le domaine des systèmes d'information et de communication des armées. Il fut, dans ses dernières fonctions au sein de l'état-major de la Marine, directeur des systèmes d'information et autorité de cyberdéfense de la Marine nationale avec le grade de capitaine de vaisseau. Il a quitté la Marine le 31 août 2013.

De 2013 à 2016, Henri d'Agrain était Directeur général du Centre des Hautes Études du Cyberspace (CHECy).

En octobre 2016, Henri d'Agrain rejoint le Cigref, dont il est Délégué général depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Par ailleurs, depuis 2015, Henri d'Agrain est membre, en tant que personnalité qualifiée auprès du Parlement, de la Commission Supérieure du Numérique et des Postes.

Marié et père de cinq enfants, Henri d'Agrain est chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'ordre national du mérite.

→ *Europe : la souveraineté numérique au défi de l'autonomie technologique*

**Olivier BEAUREPAIRE** est Directeur Data de l'activité TER – SNCF Voyageurs. Titulaire du Master MIAGE Finances & Informatique délivré par l'université Paris Dauphine, il a précédemment exercé des fonctions de Directeur de la Digitalisation et de l'Innovation, DSI, RSSI et directeur de programmes de transformation, pour différentes activités au sein du secteur Transport et Tourisme (SNCF Mobilités, Rail Solutions, Gares & Connexions, SNCF Voyages).

→ *Souveraineté et résilience numérique : mission impossible ?*

**Brunessen BERTRAND** est Professeure agrégée de droit public à l'Université de Rennes 1, spécialiste des questions numériques : intelligence artificielle, souveraineté numérique, cybersécurité, régulation des plateformes (marchés et services numériques), lutte contre la désinformation, identité numérique, *blockchain*, services publics numériques, gouvernance des données de santé, impact environnemental du numérique, etc.

Elle est directrice du Centre de recherches en droit européen de l'Université de Rennes 1. Brunessen Bertrand est titulaire d'une chaire Jean Monnet, dans le cadre de laquelle elle dirige plusieurs projets de recherche collectifs : souveraineté numérique, données de santé, données environnementales, *blockchain*, intelligence artificielle, régulation des plateformes, métavers, etc.

Elle dirige plusieurs thèses actuellement sur des sujets tels que *Blockchain & Privacy*, le droit européen de la cybersécurité, l'utilisation de l'IA dans l'action publique.

Elle a rédigé une pluralité d'articles sur le droit européen du numérique et dirigé plusieurs ouvrages collectifs sur *La politique européenne du numérique* (Larcier, 2022) ou le *Règlement général pour la protection des données personnelles, aspects institutionnels et matériels* (Mare & Martin, 2020).

→ *Le droit au service de la souveraineté numérique de l'UE*

**Annie BLANDIN** est Professeur à l'IMT Atlantique, au sein du département Systèmes réseaux, cybersécurité et droit du numérique. Annie Blandin est co-responsable de la voie d'approfondissement « Plateformes numériques : infrastructures et marchés ». Outre ses enseignements en droit du numérique, elle effectue des travaux de recherche sur un

ensemble de sujets qui vont de la régulation des télécommunications et des plateformes au droit des données, avec un accent sur les questions environnementales. La souveraineté numérique constitue le fil rouge de sa réflexion. Elle est enfin investie dans des activités d'aide à la décision publique et a notamment été membre du Conseil national du numérique lors de la mandature 2018/2020. Elle préside actuellement le pôle Innovation et prospective du Conseil national de l'information géolocalisée.

Publications : <https://cv.archives-ouvertes.fr/annie-blandin>

→ **Numérique et marché : souveraineté de fait, souveraineté par le droit**

**Thomas BOLLE** est officier de gendarmerie (lieutenant-colonel). Titulaire d'un DEA sécurité internationale et défense et d'un *executive* mastère d'HEC Paris, il est actuellement professeur au centre de formation des dirigeants de la gendarmerie. Il a exercé auparavant des responsabilités en métropole en gendarmerie mobile et départementale et à l'étranger (Europol).

→ **Souveraineté et résilience numérique : mission impossible ?**

**François BOURRIER-SOIFER** a effectué une première partie de carrière en qualité d'avocat au barreau de Paris puis a rejoint en 2020 la société Prelogens en tant que Directeur général adjoint, dont il était précédemment investisseur et membre du conseil d'administration. Il y assure désormais des fonctions en lien avec les opérations, le commerce et la coordination de programmes gouvernementaux, dans le domaine de l'intelligence artificielle appliquée à la défense et au renseignement.

→ **Imagerie satellitaire et souveraineté : de la donnée à son exploitation, vers un continuum public-privé**

**Lucien CASTEX** est le représentant de l'AFNIC pour les affaires publiques et les partenariats. Il représente l'Afnic en France et à l'International dans le champ des politiques publiques liées au développement de l'internet et du numérique. À ce titre, il coordonne le Forum français sur la gouvernance de l'Internet (FGI France) et participe à l'organisation du Forum mondial organisé sous l'égide des Nations Unies (UN IGF). Depuis 2022, il est le point focal de l'Afnic au sein de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et au sein des groupes de travail interministériels dédiés.

Il siège également au sein de l'Observatoire de la haine en ligne de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) et est membre du Conseil d'administration du *think tank* Renaissance numérique.

Il est par ailleurs chercheur associé au sein de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 et a été nommé au sein de la CNCDH.

Dernières publications :

CASTEX L. (2023), « La gouvernance de l'internet et la construction d'un nouveau multilatéralisme », La souveraineté numérique (dir. Bertrand B.), Larcier, à paraître 2023.

CASTEX L. (2023), « Le chiffrement des communications électroniques, du droit au code. La construction d'un droit français du chiffrement en tension », Gouverner par les données ? (dir. Theviot A.), ENS Éditions.

CASTEX L. (2023), « La transition écologique face à la transition technologique », Le droit public économique du monde d'après, Mare & Martin.

ROSSI J., MUSIANI F. & CASTEX L. (2022), « La gouvernance d'Internet, entre infrastructures et espaces socio-politiques : apports de la recherche », Terminal, pp. 132-133.

CASTEX L. (2022), « Allers et retours de la neutralité d'internet », Droits fondamentaux et crise du pluralisme (dir. Bottini F.), Mare & Martin.

PERARNAUD C., ROSSI J., CASTEX L. & MUSIANI F. (2022), "Splinternets.: Addressing the renewed debate on internet fragmentation [Research Report] Parlement Européen" ; Panel for the Future of Science and Technology (STOA).

CASTEX L., FAVRO K. & ZOLYNSKI C. (2021), « Lutter contre la haine en ligne : de l'appel du 18 juin au discours de la méthode », Recueil Dalloz 2021, pp. 246-25.

→ ***Gouvernance mondiale d'internet : les leviers***

**Ophélie COELHO** est une chercheuse indépendante, spécialiste en géopolitique du numérique. Elle est membre du Conseil scientifique de l'Institut Rousseau et de l'Observatoire de l'éthique publique. Ses travaux abordent les enjeux géopolitiques relatifs aux infrastructures et aux technologies numériques. À ce titre, elle étudie également les phénomènes de dépendances techniques et industrielles, leurs conséquences sur la formation du droit du numérique et leurs externalités négatives sur l'environnement. En parallèle, elle travaille depuis 2009 dans le secteur du numérique en tant que développeuse *front-end*, cheffe de produit et chargée de recherche utilisateur.

→ ***Notre vie numérique dépend-elle des câbles sous-marins ?***

**Florence G'SELL** est professeure de droit privé à l'Université de Lorraine et titulaire de la Chaire Digital, Gouvernance et Souveraineté de Sciences Po. Agrégée de droit privé et sciences criminelles, elle a commencé sa carrière académique en travaillant principalement sur le droit de la responsabilité civile, les systèmes judiciaires et le droit comparé. Elle se consacre depuis plusieurs années au droit du numérique et notamment aux problématiques liées à la régulation des plateformes, à la manière dont le droit peut appréhender des technologies et des environnements inédits (*Blockchain, Metaverse*), à la notion de souveraineté numérique et plus généralement aux politiques publiques relatives au numérique. Au cours de l'année universitaire 2023-2024, Florence G'sell est professeure invitée au Cyber Policy Center de l'Université de Stanford.

→ ***L'avenir incertain des flux de données transatlantiques***

**Jean-Noël de GALZAIN** est PDG et fondateur de WALLIX Group, *leader* européen de la cybersécurité des accès et des identités. La société a été créée en 2003 et est aujourd'hui cotée sur Euronext Growth depuis juin 2015 (ALLIX).

Impliqué dans l'écosystème de l'innovation, du numérique et investisseur, il est fondateur et président du groupement HEXATRUST, créé en 2014 qui regroupe aujourd'hui 80 entreprises championnes françaises et européennes de la cybersécurité et du *cloud* de confiance.

Il est directeur du projet « Cybersécurité & Sécurité de l'IOT » du comité stratégique de filière « Industrie de sécurité » à l'origine de la stratégie nationale de cybersécurité, et fondateur en 2021 du fonds d'investissement « Cyber Impact Ventures » dédié aux *start-up* de la cybersécurité.

→ ***La commande publique : un accélérateur de la souveraineté numérique***

**Alain GARNIER**, innovateur en série et entrepreneur dans l'âme, fonde sa première société, Arisem, à seulement 26 ans. La société est revendue 10 ans plus tard, en 2003, à Thalès, permettant à Alain Garnier de se lancer dans de nouvelles aventures entrepreneuriales.

Il cofonde alors Evalimage en 2004, puis Jamespot en 2005. Il est depuis cette date président-fondateur de cette entreprise éditrice de logiciels collaboratives en pleine croissance (+ 20 % en 2022) qui compte aujourd'hui une quarantaine de collaborateurs et dont la solution éponyme est utilisée par plus de 400 000 utilisateurs à travers le monde. Convaincu que la réussite passe avant tout par le collectif et la collaboration, Alain Garnier est impliqué depuis des années dans l'écosystème numérique français : président de l'association EFEL Power (Entreprendre en France pour l'Édition Logicielle) qui œuvre pour la reconnaissance du savoir-faire des éditeurs de logiciels français, Alain Garnier est également membre des associations Numeum, Cap Digital et d'Hexatrust, et co-pilote du groupe de travail collaboratif du comité stratégique de Filière Numérique. Enfin, il

accompagne, coach et partage ses conseils aux professionnels souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat.

→ ***La commande publique : un accélérateur de la souveraineté numérique***

**Paul JOLIE** est ingénieur général des Mines, diplômé de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure des télécommunications. Il est également titulaire du MBA Edhec.

Après une carrière passée au centre de recherche de France Télécom et dans différents services opérationnels de l'opérateur, il rejoint l'administration en 2008 pour occuper un poste de DSI adjoint au ministère des Affaires étrangères. Après un passage à l'INRIA, il occupe le poste de sous-directeur de l'informatique centrale au ministère de l'Économie et des Finances. Après deux ans en tant que conseiller pour le numérique auprès du ministre d'État de Monaco, il revient à Bercy pour occuper un poste de conseiller au SISSE. Il rejoint le Conseil général de l'Économie en 2020, en tant que référent Intelligence artificielle.

→ ***Politique chinoise de l'IA : comment la Chine joue au go***

**Hugues de JOUVENEL** a été pendant 40 ans délégué général de Futuribles International dont il est aujourd'hui président d'honneur. Fondateur et rédacteur en chef de la revue *Futuribles*. Il est expert en prospective et stratégie, notamment sur les relations science, technologie et société.

→ ***Le numérique, un pouvoir ambivalent : quelle autonomie stratégique pour l'Europe ?***

**Francis JUTAND** a été enseignant, chercheur, chef du département électronique et fondateur du laboratoire sur les VLSI à Télécom Paris de 1975 à 1992. Il a dirigé l'école Télécom Bretagne de 1992 à 1996 puis il a été nommé Directeur scientifique du CNET, le centre de R&D d'Orange. En 2000, il est nommé Directeur scientifique du département STIC du CNRS à sa création. Il a été le concepteur du pôle Cap Digital créé en 2004, dont il a été le vice-président académique jusqu'en 2012. En 2005, il rejoint l'Institut Télécom pour prendre la direction scientifique, il obtient le label Carnot Télécom et Société Numérique en 2006, fait entrer l'Institut Télécom dans l'Alliance nationale Allistene. En 2012, il prend la direction scientifique de l'Institut Mines-Télécom. L'IMT devient membre fondateur de l'Alliance pour l'industrie du futur et créateur de l'Académie franco-allemande pour l'industrie du futur avec la TUM. Il devient le Directeur Général Adjoint de l'IMT en 2015 jusqu'à son départ en 2023. Il a travaillé à la création de la chaire « Valeur et politique des informations personnelles » en 2013 et de la chaire « Économie des Communs de Données » en 2023.

Il a été membre créateur du RNRT, a présidé le CCSSTIC de l'ANR, membre du Conseil National du Numérique de 2013 à 2016 et auteur en 2014 du rapport sur la neutralité des plateformes numériques. Il a présidé le comité national du débat sur l'ouverture des données de transport en 2015 qui a introduit la notion de donnée d'intérêt général. Il a été nommé en 2022 au conseil scientifique de One Point. À son départ à la retraite le 1<sup>er</sup> avril il est nommé membre associé du CGE.

Prospectiviste, il travaille sur l'impact du numérique sur l'économie et la société. Il a édité un ouvrage collectif en 2013 « La métamorphose numérique, pour une société de la connaissance et de la coopération », et participé à de nombreux ouvrages de prospective. Il est membre de l'Association française de prospective.

→ ***L'IMT au cœur de la stratégie nationale de souveraineté numérique***

**Tariq KRIM** est un entrepreneur et pionnier de l'Internet. Il a été l'un des principaux défenseurs d'une souveraineté numérique de la France. Il est également l'initiateur du mouvement Slow Web, qui prône un usage apaisé du numérique et de l'intelligence artificielle.

Il a fondé plusieurs *start-up*, dont Netvibes et Jolicloud. Il a été conseiller du gouvernement français (eG8 et vice-président du Conseil national du numérique). Il vient de lancer Cybernetica.fr, une maison d'édition, et un *think tank* qui étudie les interdépendances entre le numérique, l'intelligence artificielle, la géopolitique, la culture et le monde de la défense.

En 2007, il a été le premier Français à recevoir le prix TR35 du MIT pour le numérique. Il a également été nommé Young Global Leader du Forum économique de Davos.

Il est diplômé de l'Université Paris 7, de l'ENST et de la Harvard Kennedy School. En 2019 il est promu officier des Arts et des Lettres.

→ ***Souveraineté numérique, une occasion manquée***

**Sophie LAFON** est Directrice adjointe à la Direction Statistiques et Valorisation des Données au RTE (Réseau de Transport d'Électricité). Elle est titulaire d'un Master 2 professionnel en Gestion / Export et d'un Master 1 en Langues étrangères appliquées. Elle a exercé auparavant des fonctions de contrôle de gestion, de pilotage de projet d'infrastructure et d'accompagnement de la transformation digitale des fonctions *corporate*.

→ ***Souveraineté et résilience numérique : mission impossible ?***

**Julien NOCETTI** est chercheur, spécialiste des questions numériques et cyber internationales. Il est actuellement chercheur associé à l'IFRI et au centre GEODE (Géopolitique de la datasphère – Université Paris 8), ainsi que responsable de la chaire Gouvernance du risque cyber à Rennes School of Business. Entre 2019 et 2023, il a été enseignant-chercheur en relations internationales et études stratégiques à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. Docteur en sciences politiques, il a été chercheur à l'IFRI entre 2009 et 2019. Il est par ailleurs membre du conseil d'orientation stratégique du CIGREF et membre du comité de rédaction de la revue *Études françaises de renseignement et de cyber*. Ses recherches portent sur la conflictualité et la gouvernance internationale du numérique, la diplomatie de l'intelligence artificielle et des données, ainsi que sur les stratégies cyber et informationnelles de la Russie. Il publiera prochainement *Géopolitique du numérique* aux Éditions La Découverte (coll. Repères).

→ ***Introduction - Souveraineté numérique : dix ans de débats, et après ?***

→ ***La souveraineté numérique, un instrument de politique étrangère***

**Pierre NORO** est enseignant à Sciences Po Paris, au Learning Planet Institute (Université Paris-Cité), chercheur et entrepreneur. Ses travaux sont consacrés aux politiques de l'innovation, aux technologies *blockchains*, à la souveraineté numérique, à la gouvernance décentralisée, l'innovation sociale et aux problématiques éthiques dans le numérique. Après plusieurs années au sein des Programmes *Blockchain* et *Cryptoactifs* de la Caisse des Dépôts et Consignations, Pierre Noro a coordonné la Chaire Digital, Gouvernance et Souveraineté de l'École d'Affaires Publiques de Sciences Po. Il collabore désormais à plusieurs projets d'entrepreneuriat social, ainsi qu'à l'élaboration de *Pebble.vote*, la première plateforme de vote en ligne décentralisée, transparente et sécurisée, avec une équipe de chercheurs internationale.

→ ***La souveraineté numérique sans l'État : y a-t-il une souveraineté individuelle pour « l'homo numericus » ?***

**Alice PANNIER** est responsable du programme Géopolitique des technologies à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Ses recherches portent sur la dimension géopolitique des nouvelles technologies, les politiques technologiques européennes, et les relations extérieures de l'Europe. Elle a également longtemps travaillé sur la sécurité européenne et les politiques de défense des pays européens, notamment la France et le Royaume-Uni.

De 2017 à 2020, elle était professeure assistante en relations internationales et études européennes à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) de l'Université Johns Hopkins à Washington. Elle a également travaillé comme chercheuse postdoctorante à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Elle est diplômée du King's College de Londres et de l'Université Panthéon-Sorbonne et titulaire d'un doctorat en science politique de l'IEP de Paris, en co-direction avec le King's College.  
→ *Pourra-t-on tendre vers une souveraineté quantique ?*

**Jean-Paul SMETS**, fondateur de l'éditeur de logiciels libres Nexedi, puis de l'équipementier 5G et fournisseur de *cloud* libre Rapid.Space, est ingénieur des mines et diplômé de l'École normale supérieure avec un doctorat en informatique. Il a acquis une expérience industrielle dans l'industrie de l'habillement, l'industrie pétrolière, les associations à but non lucratif et à la préfecture de région Lorraine. Il est l'auteur en 1999 avec Benoît Faucon du premier ouvrage sur les logiciels libres – *Logiciels libres : Liberté, Égalité, Business*. Après avoir créé en 2000 le progiciel de gestion intégré "ERP5" autour d'un modèle unifié minimaliste pour la gestion des entreprises, il est l'un des inventeurs en 2008 du *edge computing* et le concepteur du logiciel d'exploitation de *cloud* "SlapOS". Il est un membre actif d'associations de logiciels libres, a joué un rôle clé dans la campagne Eurolinux pour protéger l'innovation des effets néfastes des brevets logiciels, et a créé en 2021 l'alliance européenne des industriels du *cloud* (EUCLIDIA) dont les membres commercialisent et exportent plusieurs solutions technologiques européennes pour un *cloud* indépendant.

→ *Confiance numérique ou autonomie, il faut choisir*

**Stanislas SMIEJAN** est Directeur marketing chez ADISSEO, après avoir occupé la fonction de Chef de Cabinet du CEO, en charge notamment de la transformation digitale. Il est diplômé d'HEC Paris et du King's College de Londres. Il a également obtenu un double diplôme à l'Université de Tsinghua (Pékin) lors de sa dernière année à HEC. Par le passé il a exercé les fonctions de Senior Analyst en Transaction Services chez Ernst & Young, de Manager en Développement International chez Kompass, et de Consultant Senior en Stratégie chez Roland Berger.

→ *Souveraineté et résilience numérique : mission impossible ?*

**Jean-François SOUPIZET** est conseiller scientifique auprès de Futuribles International. Ancien élève de l'ENSAE, titulaire d'un doctorat de sciences économiques de l'Université Libre de Bruxelles. Il a consacré sa carrière aux technologies de l'information et aux relations internationales. Son parcours l'a conduit du ministère des Affaires étrangères (Abidjan, Québec), au Bureau Intergouvernemental pour l'Informatique (Rome) et à la Commission européenne (Bruxelles). Auteur de « La fracture numérique Nord Sud » (Economica, 2005) et de nombreux articles sur le numérique, il est également professeur invité à l'Externado de Colombie et membre du Club des Vigilants.

→ *Le numérique, un pouvoir ambivalent : quelle autonomie stratégique pour l'Europe ?*

**Rayna STAMBOLIYSKA** est la fondatrice et la directrice générale de RS Strategy, une société de conseil qui fournit aux entrepreneurs et aux PME une expertise utile pour les aider à faire face à l'incertitude. Rayna Stamboliyska se concentre sur la diplomatie numérique et la résilience de l'UE par le biais de la cybersécurité, des menaces hybrides, de l'autonomie stratégique et de la protection des données. Elle est également Digital EU Ambassador pour la Commission européenne, enseigne à Sciences Po Paris et est membre du conseil d'administration de la Fondation européenne Women4Cyber. Elle est experte indépendante et rapporteur du groupe de travail *ad hoc* de l'ENISA sur les menaces émergentes et futures et experte externe du Centre d'innovation d'Interpol.

Rayna Stamboliyska copilote la commission de recherche « Gouvernance et géopolitique du numérique » au sein du *think tank* Renaissance numérique.

Auteur primée pour son dernier livre *La face cachée d'Internet* (Larousse-Hachette, 2017), elle a étudié en profondeur l'impact des données et de la technologie dans les zones de conflit et de post-conflit dans la région MENA, en Europe de l'Est et en Asie centrale. Multilingue, elle a été consultante pour des organisations internationales (Banque mondiale, OCDE, PNUD, Unesco, entre autres), des entreprises privées, des gouvernements et des organisations à but non lucratif. Énergique et passionnée, Rayna Stamboliyska est une conférencière reconnue dans le domaine de la sécurité de l'information, engagée à informer les personnes extérieures au secteur sur les menaces et les meilleures pratiques en matière de sécurité.

→ ***Les évolutions des postures cyber : comment la Chine, la Russie, les États-Unis et l'Union européenne voient le monde***

**François VALÉRIAN** est ingénieur général des Mines honoraire, polytechnicien et docteur en histoire. Il a exercé différentes responsabilités à la fois dans le secteur public et le secteur privé, et il a été rédacteur en chef des *Annales des Mines*. Il enseigne désormais la régulation financière et la finance à l'École des Mines de Paris et au Cnam, et il est membre du conseil d'administration international de Transparency International. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles d'économie ou d'histoire.

→ ***Cryptocurrencies and the passion for secrecy***

**Hugo ZYLBERBERG** est Chef d'État-Major de la sous-direction Stratégie de l'Agence nationale de la Sécurité des systèmes d'information (ANSSI) où il travaille notamment sur l'anticipation stratégique ainsi que sur l'organisation de l'État en matière de cybersécurité. Auparavant, il a travaillé au sein de l'équipe Cybersécurité de PwC et pour l'École d'Affaires publiques et internationales de Columbia University à New York. Il est diplômé de l'École polytechnique et de la Harvard Kennedy School.

→ ***Retrouver des leviers de souveraineté dans le cyberspace grâce à une meilleure organisation des missions dans le champ de la cybersécurité***